

**LA NUOVA LEGGE FRANCESE  
DI REGOLAMENTAZIONE  
DEL SETTORE FUNEBRE E CIMITERIALE**

**L. n.93 del 8/1/1993**

**Loi n. 93 du 8 janvier 1993 modifiant  
le titre VI du livre III du Code des Communes  
et relatif à la législation  
dans le domaine funéraire**

**CHAPITRE PREMIER  
Dispositions relatives aux pompes funèbres**

**Article premier**

L'article L. 362-1 du code des communes est ainsi rédigé:

"Art. L. 362-1 - Le service extérieur des pompes funèbres est une mission de service public comprenant:

- le transport des corps avant et après mise en bière;
- l'organisation des obsèques;
- les soins de conservation;
- la fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires;
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires;
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires;
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil;
- la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Cette mission peut être assurée par les communes, directement ou par voie de gestion déléguée. Les communes ou leurs délégataires ne bénéficient d'aucun droit d'exclusivité pour l'exercice de cette mission. Elle peut être également assurée par toute autre entreprise ou association bénéficiaire de l'habilitation prévue à l'article L. 362-2-1."

**Article 2**

Il est inséré dans le code des communes, deux articles L. 362-1-1 et L. 362-1-2 ainsi rédigés:

"Art. L. 362-1-1 - Le règlement national des pompes funèbres est établi par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil national des opérations funéraires. Il définit les modalités d'information des familles et les obligations des régies et des entreprises ou associations habilitées à fournir les prestations énumérées à l'article L. 362-1.

Ce règlement détermine:

1° les conditions dans lesquelles est assurée l'information des familles, en particulier les mentions que doivent comporter les devis fournis par les prestataires faisant apparaître de façon distincte les prestations obligatoires, et plus généralement les modalités d'application des textes réglementaires pris sur la base de l'article 28 de l'ordonnance n. 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence;

2° les conditions d'application des dispositions du code des assurances aux formules de financement en prévision d'obsèques qui peuvent être proposées;

3° les obligations des régies et entreprises habilitées en matière de formation professionnelle de leurs dirigeants et de leurs agents;

4° les obligations particulières relatives à la gestion et à l'utilisation des chambres funéraires ou mortuaires et des crématoriums."

"Art. L. 362-1-2 - Dans le respect du règlement national des pompes funèbres, le conseil municipal peut arrêter un règlement municipal des pompes funèbres que doivent respecter les régies et les entreprises ou associations habilitées."

**Article 3**

L'article L. 362-2 du code des communes est ainsi rédigé:

"Art. L. 362-2 - Les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par les conseils municipaux. Dans ces tarifs, aucune surtaxe ne peut être exigée pour les présentations et stations dans un lieu de culte."

**Legge n. 93 - 23 dell'8 gennaio 1993, per la  
modifica del Titolo VI del Libro III del Codice  
dei Comuni, riguardante la legislazione  
del settore funerario**

**CAPITOLO PRIMO  
Disposizioni relative al servizio di pompe funebri**

**Articolo 1**

L'articolo L. 362-1 del Codice dei Comuni così recita:

"Art. L. 362-1 - Il servizio esterno delle pompe funebri è da intendersi come un servizio pubblico che comprende:

- il trasporto delle salme prima e dopo la composizione nella bara;
- l'organizzazione delle esequie;
- i trattamenti conservativi;
- la fornitura dei drappi funebri, dei feretri e dei loro accessori interni ed esterni, nonché delle urne cinerarie;
- la fornitura dei paramenti funebri esterni delle "funeral houses";
- la gestione e l'utilizzo delle camere mortuarie;
- la fornitura delle autofunebri e delle vetture per il corteo funebre;
- la fornitura del personale, degli oggetti e delle prestazioni necessarie all'organizzazione ed espletamento del servizio funebre, delle inumazioni, delle esumazioni e delle cremazioni, ad eccezione delle lapidi commemorative, degli emblemi religiosi, dei fiori, delle stampe e di lavorazioni in marmo.

Il servizio può essere assicurato dai Comuni, direttamente o in affidamento a terzi. Il Comune o i suoi funzionari a ciò delegati non beneficiano di alcun diritto di esclusività per l'esercizio di tale servizio. Esso può essere ugualmente assicurato da qualsiasi altra impresa o consorzio in possesso dell'abilitazione prevista dall'art. L. 362-2-1."

**Articolo 2**

Vengono inseriti, nel Codice dei Comuni, due articoli L. 362-1-1 e L. 362-1-2, che così recitano:

"Art. L. 362-1-1 - Il regolamento nazionale del servizio delle pompe funebri è stabilito con decreto del Consiglio dello Stato su parere del Consiglio nazionale delle attività funerarie. Esso definisce le modalità di informazione delle famiglie e gli obblighi delle imprese pubbliche o private o dei consorzi abilitati a fornire le prestazioni elencate all'articolo L. 362-1.

Questo regolamento determina:

1° le condizioni in cui è assicurata l'informazione delle famiglie ed, in particolare, l'elencazione distinta nel preventivo di spesa di tutte le prestazioni obbligatorie e più generalmente le modalità di applicazione dei testi regolamentari previsti sulla base dell'art. 28 dell'ordinanza n. 86-1243 dell'1 dicembre 1986 relativa alla libertà di prezzi e di concorrenza;

2° le condizioni di applicazione delle disposizioni del Codice delle Assicurazioni alle formule di finanziamento, che possono essere proposte in previsione di un servizio funebre;

3° gli obblighi delle imprese pubbliche e private abilitate in tema di formazione professionale dei propri dirigenti ed agenti;

4° gli obblighi particolari relativi alla gestione ed all'utilizzo di camere mortuarie, sale funebri e di crematori.

Art. L. 362-1-2 - Nel rispetto del regolamento nazionale del servizio di pompe funebri, il consiglio municipale ha la facoltà di redigere un regolamento municipale delle pompe funebri, che le imprese pubbliche o private, o i consorzi abilitati sono tenute a rispettare."

**Articolo 3**

L'articolo L. 362-2 del Codice dei Comuni così recita:

"Art. L. 362-2 - I cortei funebri, le inumazioni e le cremazioni possono dar luogo alla riscossione di tasse, le cui tariffe sono stabilite dai consigli municipali. Nell'ambito di queste tariffe non potrà essere applicata alcuna sovrattassa per le esposizioni e le soste in un luogo di culto."

#### Article 4

Il est inséré, dans le code de communes, un article L. 362-2-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 362-2-1 - Les régies, les entreprises ou les associations et chacun de leurs établissements qui, habituellement, sous leur marque ou non, fournissent aux familles des prestations énumérées à l'article L. 362-1 ou définissent cette fourniture ou assurent l'organisation des funérailles doivent être habilités à cet effet selon des modalités et une durée prévues par décret en Conseil d'Etat.

Pour accorder cette habilitation, le représentant de l'Etat dans le département, s'assure :

1° A - des conditions requises des dirigeants telles que définies à l'article L. 362-2-2;

1° des conditions minimales de capacité professionnelle du dirigeant et des agents, fixées par décret;

2° de la conformité des installations techniques à des prescriptions fixées par décret;

2° bis de la régularité de la situation du bénéficiaire au regard des impositions de toute nature et des cotisations sociales;

3° de la conformité des véhicules à des prescriptions fixées par décret. L'habilitation est valable sur l'ensemble du territoire national.”

#### Article 5

Il est inséré, dans le code des communes, un article L. 362-2-2 ainsi rédigé :

“Art. L. 362-2-2 - Nul ne peut exercer les fonctions de dirigeant ou de gérant de droit ou de fait d'une régie, d'une entreprise, d'une association ou d'un établissement bénéficiant de ou sollicitant l'habilitation prévue à l'article L. 362-2-1 :

1° s'il fait l'objet d'une condamnation définitive à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis, figurant au bulletin n. 2 du casier judiciaire, pour un crime ou l'un des délits suivants :

- exercice illégal d'une activité professionnelle ou sociale dont l'accès est réglementé;

- corruption active ou passive ou trafic d'influence;

- acte d'intimidation contre une personne exerçant une fonction publique;

- escroquerie;

- abus de confiance;

- violation de sépulture ou atteinte au respect dû aux morts;

- vol;

- attentat aux mœurs ou agression sexuelle;

- recel;

- coups et blessures volontaires;

1° bis s'il a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée, constituant d'après la loi française une condamnation pour l'un des crimes ou délits mentionnés au 1° du présent article; le tribunal correctionnel du lieu de résidence du condamné, ou, s'il n'a pas sa résidence en France, du lieu où il a demandé l'habilitation, saisi par requête, apprécie la régularité et la légalité de cette décision, et statue en chambre du conseil, l'intéressé dûment appelé, sur l'application en France de l'interdiction;

2° s'il a été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI ou du titre VII de la loi n. 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n. 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle ou les banqueroutes, ou s'il a été déclaré en état de faillite par une juridiction étrangère quand le jugement déclaratif a été déclaré exécutoire en France et s'il n'a pas été réhabilité;

3° s'il n'est pas de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes.”

#### Article 6

Il est inséré, dans le code des communes, un article L. 362-2-3 ainsi rédigé :

#### Articolo 4

Viene inserito nel Codice dei Comuni l'articolo L. 362-2-1 che così recita :

“Art. L. 362-2-1 - Le imprese pubbliche o private o i consorzi e tutte le rispettive succursali che, con o senza il loro marchio, abitualmente forniscono alle famiglie le prestazioni previste dall'art. L. 362-1 o realizzano forniture o assicurano l'organizzazione dei funerali, devono essere a ciò abilitati secondo le modalità e la durata previste da decreto del Consiglio di Stato.

Per il rilascio di tale abilitazione, il rappresentante dello Stato nel dipartimento, si assicura che siano soddisfatti i seguenti requisiti :

1° A) - le condizioni richieste per i dirigenti, così come definite dall'art. L. 362-2-2;

1° - le condizioni minime di capacità professionale del dirigente e degli agenti funebri, fissate con decreto;

2° - la conformità delle installazioni tecniche a prescrizioni fissate con decreto;

2° bis - la regolarità della situazione del beneficiario in merito ad obblighi finanziari di ogni natura ed ai contributi previdenziali;

3° - la conformità delle autofunebri a prescrizioni fissate con decreto. L'abilitazione ha validità su tutto il territorio nazionale.”

#### Articolo 5

Viene inserito nel Codice dei Comuni l'articolo L. 362-2-2 che così recita :

“Art. L. 362-2-2 - Non può esercitare le funzioni di dirigente o di amministratore, di diritto o di fatto, di una impresa, di un consorzio o di un impianto che già beneficia o che ha richiesto l'abilitazione prevista all'articolo L. 362-2-1 :

1° - chi è stato oggetto di una condanna definitiva ad una pena detentiva, con o senza il beneficio della condizionale, che figuri nella scheda n. 2 del casellario giudiziale, per uno dei seguenti crimini o delitti :

- esercizio illegale di un'attività professionale o sociale regolamentata per legge;

- corruzione attiva o passiva o millantato credito;

- atto d'intimidazione contro pubblico ufficiale;

- truffa;

- abuso di fiducia;

- violazione del sepolcro o vilipendio di cadavere;

- furto;

- offesa al buon costume o aggressione sessuale;

- ricettazione;

- colpi e lesioni volontari;

1° bis - chi è stato oggetto di una condanna pronunciata da un tribunale estero e passata in giudicato, che costituisce per la legge francese una condanna per uno dei delitti o crimini indicati al punto 1° del presente articolo; il tribunale penale del luogo di residenza del condannato o, se non ha la residenza in Francia, del luogo dove ha richiesto l'abilitazione, deferito su richiesta, valuta la regolarità e la legalità di tale decisione e si pronuncia, in camera di consiglio, alla presenza dell'interessato debitamente convocato, sull'applicazione dell'interdizione in Francia;

2° - chi è stato colpito da fallimento personale o da altre sanzioni in applicazione del titolo VI della legge n. 85-98 del 25 gennaio 1985 relativa al risanamento ed alla liquidazione giudiziari delle imprese o, nel regime anteriore a questa legge, in applicazione del titolo II della legge n. 67-563 del 13 luglio 1967 sull'ordinanza giudiziaria, la liquidazione dei beni, il fallimento personale o la bancarotta, o, se lo stato di fallimento è stato dichiarato da parte di un tribunale straniero, quando la sentenza è stata dichiarata esecutiva in Francia e non vi è stata riabilitazione;

3° - chi non è di nazionalità francese o cittadino di uno Stato membro della Comunità europea.”

#### Articolo 6

Viene inserito, nel Codice dei Comuni, l'articolo L. 362-2-3 che così recita :

"Art. L. 362-2-3 - L'habilitation prévue à l'article L. 362-2-1 du présent code peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'Etat dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants: 1° non respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définies en application des dispositions des articles L. 362-2-1 et L. 362-2-2 du présent code; 2° non respect du règlement national des pompes funèbres; 3° non exercice, ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée; 4° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique. Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations."

#### Article 7

Il est inséré, dans le code des communes, un article L. 362-2-4 ainsi rédigé:

"Art. L. 362-2-4 - Il est créé auprès du ministre de l'intérieur un conseil national des opérations funéraires composé de représentants des communes et de leurs groupements, des régies et des entreprises ou associations habilitées qui fournissent les prestations énumérées à l'article L. 362-1 ou qui participent aux opérations funéraires, des syndicats représentatifs au plan national des salariés de ce secteur, des associations familiales, des associations de consommateurs, des administrations de l'Etat et de personnalités désignées en raison de leur compétence.

Le conseil national des opérations funéraires est consulté sur les projets de textes relatifs à la législation et à la réglementation funéraire. Il peut adresser aux pouvoirs publics toute proposition. Il donne son avis sur le règlement national des pompes funèbres et sur les obligations des régies et des entreprises ou associations habilitées en matière de formation professionnelle.

Un décret en Conseil d'Etat précise sa composition et son mode de fonctionnement.

Le conseil national des opérations funéraires rend public un rapport, tous les deux ans, sur ses activités, le niveau et l'évolution des tarifs des professionnels et les conditions de fonctionnement du secteur funéraire."

#### Article 8

I - Au premier alinéa de l'article L. 362-3 du code des communes, les mots: "par les communes" sont remplacés par les mots: "par les régies et les entreprises ou associations habilitées".

II - Le second alinéa de l'article L. 362-3 du code des communes est abrogé.

#### Article 9

Il est inséré, dans le code des communes, un article L. 362-3-1 ainsi rédigé:

"Art. L. 362-3-1 - Le service est gratuit pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Lorsque la mission de service public définie à l'article L. 362-1 n'est pas assurée par la commune, celle-ci prend en charge les frais d'obsèques de ces personnes. Elle choisit l'organisme qui assurera ces obsèques."

#### Article 10

L'article L. 362-4-1 du code des communes est abrogé.

#### Article 11

L'article L. 362-8 du code des communes est ainsi rédigé:

"Art. L. 362-8 - Les entreprises ou associations habilitées ne peuvent employer dans leurs enseignes, leurs publicités et leurs imprimés des

"Art. L. 362-2-3 - L'abilitazione prevista dall'art. L. 362-2-1 del presente Codice può essere sospesa per una durata massima di un anno o ritirata, a seguito di diffida, dal funzionario a ciò demandato nel dipartimento, qualora vengano constatate le seguenti efferazioni:

1° mancato rispetto delle condizioni previste dal rilascio dell'abilitazione, definite dai combinati disposti dagli articoli L. 362-2-1 e L. 362-2-2 del presente Codice;

2° mancato rispetto del regolamento nazionale delle imprese di pompe funebri;

3° mancato esercizio o cessazione d'esercizio delle attività per le quali è stata rilasciata l'abilitazione;

4° offesa all'ordine pubblico o pericolo per la salute pubblica.

Nel caso di un delegato, il ritiro dell'abilitazione implica la decadenza delle deleghe."

#### Articolo 7

Viene inserito, nel Codice dei Comuni, l'articolo L. 362-2-4 che così recita:

"Art. L. 362-2-4 - Viene creato presso il Ministero dell'Interno un consiglio nazionale per le attività funerarie composto da rappresentanti dei comuni e dei loro raggruppamenti, delle imprese pubbliche o private o dei consorzi abilitati che forniscono le prestazioni previste dall'art. L. 362-1 o che partecipano alle attività funerarie dei sindacati che rappresentano a livello nazionale il settore, delle associazioni familiari, delle associazioni dei consumatori, delle amministrazioni e delle personalità designate in ragione della loro competenza.

Il consiglio nazionale per le attività funerarie viene consultato sui progetti di testi relativi alla legislazione ed alla regolamentazione funeraria. Ogni sua proposta può essere indirizzata ai poteri pubblici. Il consiglio dà il proprio parere sul regolamento nazionale delle imprese di pompe funebri e sugli obblighi delle imprese pubbliche o private o dei consorzi abilitati in materia di formazione professionale. Apposito decreto del Consiglio di Stato ne precisa la composizione e le modalità di funzionamento.

Il consiglio nazionale per le attività funerarie pubblica un rapporto, ogni due anni, sulle proprie attività, il livello e l'evoluzione delle tariffe dei professionisti e le condizioni di funzionamento del settore funerario."

#### Articolo 8

I - Nel primo capoverso dell'articolo L. 362-3 del Codice dei Comuni le parole: "dai comuni" sono sostituite con le parole: "dalle imprese pubbliche o private o dai consorzi abilitati".

II - Il secondo capoverso dell'articolo L. 362-3 del Codice dei Comuni è abrogato.

#### Articolo 9

Viene inserito, nel Codice dei Comuni, l'articolo L. 362-3-1 che così recita:

"Art. L. 362-3-1 - Il servizio è gratuito per le persone indigenti. Considerato che il servizio pubblico definito dall'articolo L. 362-1 non è assicurato dal Comune, questi si assume l'onere delle spese funebri per gli indigenti. Sceglie inoltre l'organismo che assicurerà tali esequie."

#### Articolo 10

L'articolo L. 362-4-1 del Codice dei Comuni viene abrogato.

#### Articolo 11

L'articolo L. 362-8 del Codice dei Comuni così recita:

"Art. L. 362-8 - Le imprese private o i consorzi abilitati non possono utilizzare nelle loro insegne, pubblicità o diciture riportanti frasi o

termes ou mentions qui tendent à créer une confusion avec les régies, les délégations des communes ou les services municipaux.  
Les délégataires des communes peuvent, seuls, utiliser la mention: "Délégataire officiel de la ville".

#### Article 12

L'article L. 362-9 du code des communes est ainsi rédigé:  
"Art. L. 362-9 - Les régies et les entreprises ou associations habilitées doivent faire mention dans leur publicité et leurs imprimés de leur forme juridique, de l'habilitation dont elles sont titulaires et, le cas échéant, du montant de leur capital."

#### Article 13

L'article L. 362-10 du code des communes est ainsi rédigé:  
"Art. L. 362-10 - A l'exception des formules de financement d'obsèques, sont interdites les offres de services faites à l'occasion ou en prévision d'obsèques en vue d'obtenir, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, la commande de fournitures ou de prestations liées à un décès. Sont interdites les démarches effectuées dans le même but sur la voie publique ou dans un lieu ou édifice public ou ouvert au public."

#### Article 14

L'article L. 362-11 du code des communes est ainsi rédigé:  
"Art. L. 362-11 - Aucune majoration ne peut être perçue à aucun titre et par aucun intermédiaire sur les concessions dans les cimetières, les taxes municipales et droits de toute nature."

#### Article 14 bis

Avant l'article L. 362-12 du code des communes, il est inséré une division ainsi rédigée:  
"Section III: Sanctions pénales."

#### Article 15

I - L'article L. 362-12 du code des communes est ainsi rédigé:  
"Art. L. 362-12 - Le fait de diriger en droit ou en fait une régie, une entreprise ou une association ou un établissement sans l'habilitation prévue aux articles L. 361-20-1, L. 362-2-1 et L. 363-1 ou lorsque celle-ci est suspendue ou retirée en application de l'article L. 362-2-3 est puni d'une amende de 10.000 à 500.000 F.  
La violation des dispositions des articles L. 362-8 à L. 362-11 est punie d'une amende de 10.000 à 500.000 F.  
Est puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 10.000 à 500.000 F. d'amende le fait de proposer, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne, qui, à l'occasion de son activité professionnelle, a connaissance d'un décès, qu'elle fasse connaître aux entreprises ou associations fournissant les prestations énumérées à l'article L. 362-1 la survenance d'un décès ou qu'elle recommande aux familles les services d'une entreprise ou association déterminée.  
Est puni de six mois à trois ans d'emprisonnement et de 6.000 à 300.000 F. d'amende le fait, par une personne, qui à l'occasion de l'exercice de son activité professionnelle, a connaissance d'un décès, de solliciter ou d'agréer, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour faire connaître aux entreprises ou associations fournissant les prestations énumérées à l'article L. 362-1 la survenance d'un décès ou pour recommander aux familles les services d'une entreprise ou association déterminée.  
Les personnes physiques coupables de l'une des infractions prévues au présent article encourent également les peines complémentaires

parole che possano indurre confusione tra imprese pubbliche, delegati dei comuni o servizi municipali.

Solo i delegati dei Comuni possono utilizzare la dicitura: "Delegato ufficiale del Comune".

Solo le imprese comunali possono utilizzare la dicitura: "Amministratore ufficiale del Comune".

#### Articolo 12

L'articolo L. 362-9 del Codice dei Comuni così recita:  
"Art. L. 362-9 - Le imprese pubbliche o private o i consorzi abilitati devono indicare nella loro pubblicità e nelle diciture relative alla loro forma giuridica l'abilitazione di cui sono titolari e, all'occorrenza, l'ammontare del loro capitale."

#### Articolo 13

L'articolo L. 362-10 del Codice dei Comuni così recita:  
"Art. L. 362-10 - Ad eccezione delle formule di finanziamento delle esequie, sono proibite le offerte di servizi fatte in occasione o in previsione di un servizio funebre, al fine di ottenere o di fare ottenere, sia direttamente che a titolo di intermediario, l'ordine per forniture o prestazioni legate ad un decesso. Sono proibite le pratiche a domicilio e tutte le pratiche effettuate per lo stesso scopo sulla pubblica via, in luogo o ufficio pubblico, o in un ufficio aperto al pubblico".

#### Articolo 14

L'articolo L. 362-11 del Codice dei Comuni così recita:

"Art. L. 362-11 - Non può essere percepita alcuna maggiorazione ad alcun titolo e tramite qualsivoglia intermediario, sulle concessioni cimiteriali, le tasse municipali e diritti di qualsiasi natura."

#### Articolo 14 bis

Prima dell'articolo L. 362-12 del Codice dei Comuni viene inserita la seguente divisione:  
"Sezione III: Sanzioni penali."

#### Articolo 15

I - L'articolo L. 362-12 del Codice così recita:  
"Art. L. 362-12 - La gestione di fatto o di diritto di un'impresa pubblica o privata o di un consorzio o di un impianto senza essere in possesso dell'abilitazione prevista agli articoli L. 361-20-1, L. 362-2-1 e L. 363-1 o se tale abilitazione è scaduta o è stata ritirata in applicazione dell'art. 362-2-3, è punibile con un'ammenda da 10.000 a 500.000 franchi.  
La violazione delle disposizioni degli articoli dal L. 362-8 al L. 362-11 è punibile con un'ammenda da 10.000 a 500.000 franchi.  
La proposta, diretta o indiretta, di qualsiasi tipo di offerta, promessa, dono, presente o vantaggio a chi, durante la propria attività professionale, abbia la possibilità di venire a conoscenza di un decesso, e si avvalga di tale possibilità per fornire informazioni anticipate sul decesso ad imprese o consorzi che forniscono le prestazioni di cui all'art. L. 362-1 o per raccomandare alle famiglie i servizi forniti da una particolare azienda o consorzio, è punibile con la detenzione per una durata da uno a cinque anni e con un'ammenda da 10.000 a 500.000 franchi.  
L'accettazione o la sollecitazione, diretta o indiretta, di qualsiasi tipo di offerta, promessa, dono, presente o vantaggio, da parte di chi, durante la propria attività professionale, abbia la possibilità di venire a conoscenza di un decesso, e si avvalga di tale possibilità per fornire informazioni anticipate sul decesso ad imprese o consorzi che forniscono le prestazioni di cui all'art. L. 362-1 o per raccomandare alle

suivantes:

1° l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26 du code pénal;

2° l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise;

3° l'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal.

II - Dans le texte de l'article L. 362-12 du code des communes, les mots: "10.000 à", "six mois à" et "6.000 à" sont supprimés à compter du 1er septembre 1993 et les mots: "d'un an à" sont remplacés par le mot: "de" à compter de la même date.

#### Article 15 bis

I - Après l'article L. 362-12 du code des communes, il est inséré un article L. 362-13 ainsi rédigé:

"Art. L. 362-13 - Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies à l'article L. 362-12.

Les peines encourues par les personnes morales sont:

1° l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal;

2° les peines mentionnées aux 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 du même code porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise."

II - Les dispositions du présent article entreront en vigueur le 1er septembre 1993.

#### Article 15 quinquies

Après l'article L. 362-13 du code des communes, il est inséré un article L. 362-14 ainsi rédigé:

"Art. L. 362-14 - Les dispositions des articles L. 362-12 et L. 362-13 ne sont pas applicables aux autorités publiques qui, en application d'un texte législatif ou réglementaire, sont tenues soit d'assurer totu ou partie d'opérations funéraires, soit d'en assurer le financement."

## CHAPITRE II Dispositions diverses

#### Article 16 A

Un décret prévoit les conditions dans lesquelles un diplôme national de thanatopracteur est délivré et est exigé des thanatopracteurs pour bénéficier de l'habilitation prévue à l'article 4 de la présente loi.

#### Article 16

Au dernier alinéa de l'article L. 361-18 du code des communes, après les mots: "et la réinhumation", sont insérés les mots: "ou la crémation".

#### Article 17

I - L'article L. 361-19 du code des communes est ainsi rédigé:

"Art. L. 361-19 - Les chambres funéraires ont pour objet de recevoir, avant l'inhumation ou la crémation, le corps des personnes décédées. Les locaux où l'entreprise ou l'association gestionnaire de la chambre funéraire offre les autres prestations énumérées à l'article L. 362-1 doivent être distincts de ceux abritant la chambre funéraire.

Le présent article incorpore les dispositions de l'article L. 361-19 du code des communes, qui est abrogé.

Le présent article incorpore les dispositions de l'article L. 361-19 du code des communes, qui est abrogé.

Le présent article incorpore les dispositions de l'article L. 361-19 du code des communes, qui est abrogé.

Le présent article incorpore les dispositions de l'article L. 361-19 du code des communes, qui est abrogé.

Le présent article incorpore les dispositions de l'article L. 361-19 du code des communes, qui est abrogé.

Le présent article incorpore les dispositions de l'article L. 361-19 du code des communes, qui est abrogé.

#### Article 15 bis

I - Dopo l'articolo L. 362-12 del Codice dei Comuni, viene inserito l'articolo L. 362-13, che così recita:

"Art. L. 362-13 - Le persone giuridiche possono essere dichiarate penalmente responsabili, secondo quanto previsto dall'art. 121-2 del codice penale, delle infrazioni definite dall'art. L. 362-12.

Le pene di cui sono passibili le persone giuridiche sono le seguenti:

1° un'ammenda, secondo le modalità previste dall'articolo 131-38 del codice penale;

2° le pene menzionate ai commi 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 e 9 dell'articolo 131-39 dello stesso codice.

L'interdizione menzionata al secondo comma dell'articolo 131-39 dello stesso codice verte sull'attività specifica o generale del servizio, in occasione del quale è stata commessa l'infrazione."

II - Le disposizioni del presente articolo entreranno in vigore il primo settembre 1993.

#### Article 15 quinquies

Dopo l'articolo L. 362-13 del codice dei comuni viene inserito l'articolo 362-14, che così recita:

"Art. L. 362-14 - Le disposizioni degli articoli L. 362-12 e L. 362-13 non sono applicabili alle autorità pubbliche che, in applicazione di una disposizione legislativa o regolamentare, sono tenute sia ad assicurare, in tutto o in parte, le attività funerarie, sia a garantirne il finanziamento."

## CAPITOLO II Disposizioni varie

#### Article 16 A

Uno specifico decreto prevede le condizioni per le quali il diploma nazionale di tanatoprassi viene rilasciato ed è richiesto dagli operatori della tanatoprassi per beneficiare dell'abilitazione prevista all'articolo 4 della presente legge.

#### Article 16

Nell'ultimo capoverso dell'articolo L. 361-18 del codice dei comuni, dopo le parole: "e la reinumazione", vengono inserite le parole "o la cremazione".

#### Article 17

I - L'articolo L. 361-19 del codice dei comuni così recita:

"Art. 361-19 - Le camere mortuarie hanno lo scopo di ospitare, prima dell'inumazione o della cremazione, i corpi delle persone decedute. I locali, in cui l'impresa o il consorzio in possesso della gestione della

La violation des dispositions de l'alinéa précédent est punie d'une amende de 10.000 à 500.000 F."

II - Au dernier alinéa de l'article L. 361-19 du code des communes, les mots: "10.000 à" sont supprimés à compter du 1er septembre 1993.

#### Article 18

Il est inséré, dans le code des communes, un article L. 361-19-1 ainsi rédigé:

"Art. L. 361-19-1 - les établissements de santé publics ou privés, qui remplissent des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, doivent disposer d'une chambre mortuaire dans laquelle doit être dpos le corps des personnes qui y sont décédées.

Les dispositions de l'article L. 361-19 ne sont pas applicables aux chambres mortuaires."

#### Article 19

L'article L. 361-20 du code des communes est ainsi rédigé:

"Art. L. 361-20 - Les communes ou leurs groupements sont seuls compétents pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums.

Toute création ou extension des crématoriums ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du représentant de l'Etat dans le département, accordée après enquête de commodo et incommodo et avis du conseil départemental d'hygiène.

#### Article 20

Il est inséré dans le code des communes, un article L. 361-20-1 ainsi rédigé:

"Art. L. 361-20-1 - Les régies, entreprises ou associations gestionnaires d'un crématorium conformément à l'article L. 361-20 du présent code sont soumises à l'habilitation prévue à l'article L. 362-2-1.

Les dispositions des articles L. 362-3 et L. 362-8 à L. 362-11 leur sont applicables."

#### Article 21 bis

Il est inséré, dans le chapitre III intitulé "soins de conservation et transport de corps" dans le titre VI du livre III du code des communes un article L. 363-1 ainsi rédigé:

"Art. L. 363-1 - L'autorisation de fermeture du cercueil ne peut être délivré qu'au vu d'un certificat, établi par un médecin, attestant le décès. Ce certificat, rédigé sur un modèle établi par le ministère chargé de la santé, précise, de manière confidentielle, la ou les causes du décès à l'autorité sanitaire de la santé dans le département.

Ces informations ne peuvent être utilisées que par l'Etat, pour la prise de mesures de santé publique ou pour l'établissement de la statistique nationale des causes de décès par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale."

#### Article 22

Il est inséré, dans le chapitre III du titre VI du livre III du code des communes, un article L. 363-2 ainsi rédigé:

"Art. L. 363-2 - Les établissements de santé publics ou privés qui assurent le transport de corps avant mise en bière et le transfert de corps dans une chambre funéraire doivent être titulaires de l'habilitation prévue à l'article L. 362-2-1 au seul vu de la capacité professionnelle des agents et de la conformité des véhicules aux prescriptions fixées

camera mortuaria offrono le altre prestazioni di servizio elencate nell'art. L. 362-1, devono essere distinti da quelli adibiti a camera mortuaria.

La violazione delle disposizioni del capoverso precedente è punibile con un'ammenda da 10.000 a 500.000 franchi.

II - Nell'ultimo capoverso dell'articolo L. 361-19 del codice dei comuni le parole "10.000 franchi" sono soppresse a partire dal 1 settembre 1993.

#### Articolo 18

Viene inserito, nel codice dei comuni, l'articolo L. 361-19-1, che così recita:

"Art. L. 361-19-1 - Gli istituti di cura pubblici o privati in possesso dei requisiti fissati con decreto dal Consiglio di Stato devono disporre di una camera mortuaria nella quale vanno disposte le salme di coloro che sono deceduti nell'istituto.

Le disposizioni dell'articolo L. 361-19 non sono applicabili alle camere mortuarie."

#### Articolo 19

L'articolo L. 361-20 del codice dei comuni così recita:

"Art. L. 361-20 - Solo i comuni o i loro raggruppamenti possono istituire e gestire, direttamente o in concessione a terzi, i crematori. Ogni realizzazione o ampliamento dei crematori non può aver luogo senza la preventiva autorizzazione del competente funzionario statale all'interno del dipartimento, che viene accordata a seguito di indagine "de comodo et incomodo et avis" del consiglio dipartimentale di igiene."

#### Articolo 20

Viene inserito nel codice dei comuni l'articolo L. 361-20-1 che così recita:

Art. L. 361-20-1 - Le imprese pubbliche o private o i consorzi che gestiscono un crematorio, in conformità con quanto previsto dall'art. L. 361-20 del presente codice, sono soggetti all'abilitazione prevista all'articolo L. 362-2-1.

Vengono altresì applicate le disposizioni degli articoli L. 362-3 e L. 362-8/L. 362-11.

#### Articolo 21 bis

Viene inserito, nel capitolo III titolato "cure per la conservazione ed il trasporto delle salme" nel titolo VI del libro III del codice dei comuni, l'articolo L. 363-1 che così recita:

"Art. L. 363-1 - L'autorizzazione per la chiusura del feretro non può essere rilasciata se non in presenza di un certificato, redatto da un medico, attestante il decesso.

Tale certificato, redatto su un modello stabilito dal Ministero della Sanità, precisa in via riservata la o le cause del decesso alla competente autorità sanitaria all'interno del Ministero.

Le informazioni contenute nel certificato non possono essere utilizzate che dallo Stato, per assumere dei provvedimenti di pubblica sanità o per la redazione di statistiche nazionali sulle cause di decesso da parte dell'Istituto nazionale della sanità e della ricerca medica."

#### Articolo 22

Viene inserito, nel capitolo III del titolo VI del libro III del codice dei comuni, l'articolo L. 363-2 che così recita:

"Art. L. 363-2 - Gli istituti di sanità pubblici o privati che garantiscono il trasporto delle salme prima della composizione nella bara ed il trasferimento delle salme in una camera mortuaria, devono essere in possesso dell'abilitazione prevista all'articolo L. 362-2-1, considerate

par les décrets visés aux 1° et 3° de l'article L. 362-2-1.  
Cette habilitation peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L. 362-2-3."

#### Article 22 bis

I - Dans le deuxième alinéa de l'article L. 391-1 du code des communes, les références: "L. 361-19 et L. 361-20; L. 362-1 à L. 362-4-1; L. 362-6 et L. 362-7" sont supprimées à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

II - Les articles L. 391-16 à L. 391-25 sont abrogés à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

### CHAPITRE III Dispositions transitoires

#### Article 23

I - Les régies communales et intercommunales de pompes funèbres existant à la date de publication de la présente loi peuvent, durant une période qui ne saurait excéder cinq années à compter de cette date, assurer seules le service extérieur des pompes funèbres tel que défini par les dispositions légales précédemment en vigueur.

Durant une période de trois ans, les contrats de concession, conclus avant la date de publication de la présente loi, y compris ceux comportant une clause d'exclusivité, continuent à produire effet jusqu'à leur terme, sauf résiliation d'un commun accord. Nonobstant toute disposition contraire, les contrats comportant une clause d'exclusivité ne peuvent être prorogés ni renouvelés. Sans préjudice des indemnités qui pourraient être mises à leur charge, les communes ou leurs groupements peuvent mettre fin à tout moment aux contrats en cours, dans les conditions de droit commun de résiliation unilatérale d'un contrat.

Le fait de diriger, en droit ou en fait, une entreprise ou un établissement ou une association qui fournit des prestations de pompes funèbres en violation des droits d'exclusivité maintenus en application des deux premiers alinéas du présent article sera puni d'une amende de 10.000 à 500.000 F.

Par dérogation aux dispositions des deux premiers alinéas du présent article, lorsque la commune du lieu de mise en bière n'est pas celle du domicile du défunt ou du lieu d'inhumation ou de crémation, la régie ou le concessionnaire ou, en l'absence d'organisation du service, toute entreprise ou association de pompes funèbres de l'une ou l'autre de ces communes peut intervenir sur le territoire de celles-ci si la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles ou son mandataire le décide.

Les crématoriums qui auraient été construits et seraient exploités sous la seule responsabilité d'une entreprise privée ou d'une association devront, dans un délai de quatre ans, à compter de la publication de la présente loi, faire l'objet d'une convention avec la commune ou le groupement de communes qui a décidé d'exercer la compétence prévue à l'article L. 361-20. Si, dans ce délai, la convention n'est pas intervenue du fait de l'autorité compétente, le crématorium continue d'être exploité dans les conditions antérieures pour une durée de quatre ans.

II - Dans le troisième alinéa du paragraphe précédent, les mots: "10.000 à" sont supprimés à compter du 1er septembre 1993.

anche la capacità professionale degli agenti funebri e la conformità dei veicoli funebri alle prescrizioni fissate dai decreti citati ai capoversi 1 e 3 dell'articolo L. 362-2-1.

Tale abilitazione può essere ritirata per i motivi previsti dall'articolo L. 362-2-3."

#### Articolo 22 bis

I - Nel secondo capoverso dell'articolo L. 391-1 del codice dei comuni, i riferimenti "L. 361-19 e L. 361-20; L. 362-1/L. 362-4-1; L. 362-6 e L. 362-7" vengono soppressi al termine del periodo di cinque anni a partire dalla data di pubblicazione della presente legge.

II - Gli articoli L. 391-16/L. 391-25 vengono abrogati al termine del periodo di cinque anni a partire dalla data di pubblicazione della presente legge.

### CAPITOLO III Disposizioni transitorie

#### Articolo 23

I - Le imprese comunali ed intercomunali di pompe funebri esistenti alla data di pubblicazione della presente legge possono, in un periodo non eccedente i cinque anni a partire dalla medesima data, garantire solo il servizio esterno di pompe funebri, così come definito dalle disposizioni legislative precedentemente in vigore.

Per un periodo di tre anni i contratti di concessione, conclusi prima della data di pubblicazione della presente legge, ivi compresi quelli che comportano una clausola di esclusività, proseguono la loro efficacia sino al loro termine, salvo rescissione di comune accordo. A fronte di qualsiasi disposizione contraria, i contratti che comportano una clausola di esclusività non possono essere prorogati, nè rinnovati. Se non sussistono clausole di indennità, che potrebbero gravare onerosamente sui comuni o i loro consorzi, questi possono esaurire in ogni momento i contratti in corso, secondo le condizioni del diritto comune di rescissione unilaterale di un contratto.

La gestione, di diritto o di fatto, di una impresa, di un istituto o di un consorzio che forniscano delle prestazioni di pompa funebre in violazione dei diritti di esclusività mantenuti in applicazione dei primi due capoversi del presente articolo, sarà punibile con una ammenda da 10.000 a 500.000 franchi.

In deroga alle disposizioni dei primi due capoversi del presente articolo, quando il comune del luogo in cui avviene la composizione nella bara non coincide con quello in cui era residente il defunto, o con quello in cui ha luogo l'inhumazione o la cremazione, l'impresa pubblica o il concessionario o, in assenza dell'organizzazione del servizio, ogni impresa o consorzio di pompe funebri di uno o dell'altro comune possono intervenire sul territorio se lo decide la persona che ha l'autorità per provvedere al funerale o un suo mandatario.

I crematori che avrebbero dovuto essere costruiti o gestiti sotto la sola responsabilità di una impresa privata o di un consorzio, dovranno, in un periodo di tempo non superiore ai quattro anni a partire dalla pubblicazione della presente legge, stipulare una convenzione con il comune o con il consorzio di comuni che ha deciso di esercitare la competenza prevista all'articolo L. 361-20. Se in tale ambito di tempo non è intervenuta alcuna convenzione di fatto da parte dell'autorità competente, il crematorio continuerà ad essere gestito con le condizioni precedenti per un periodo di quattro anni.

II - Nel terzo capoverso del paragrafo precedente, le parole: "10.000 franchi" vengono soppresses a partire dal 1 settembre 1993.